

**Austérité, crise, dette,
ce n'est pas à nous
de payer !**

Union
● syndicale
Solidaires

Sommaire :

- La France et le monde sont de plus en plus riches
- La dette n'est pas née des dépenses qui augmenteraient, mais de la diminution des recettes, des cadeaux aux plus riches
- La dette s'est soudainement amplifiée par la crise
- La crise est due à la politique d'accroissement des inégalités
- Les mesures de rigueur / austérité préservent les riches, frappent tous les autres
- Nos solutions : une meilleure répartition des richesses et une juste politique fiscale

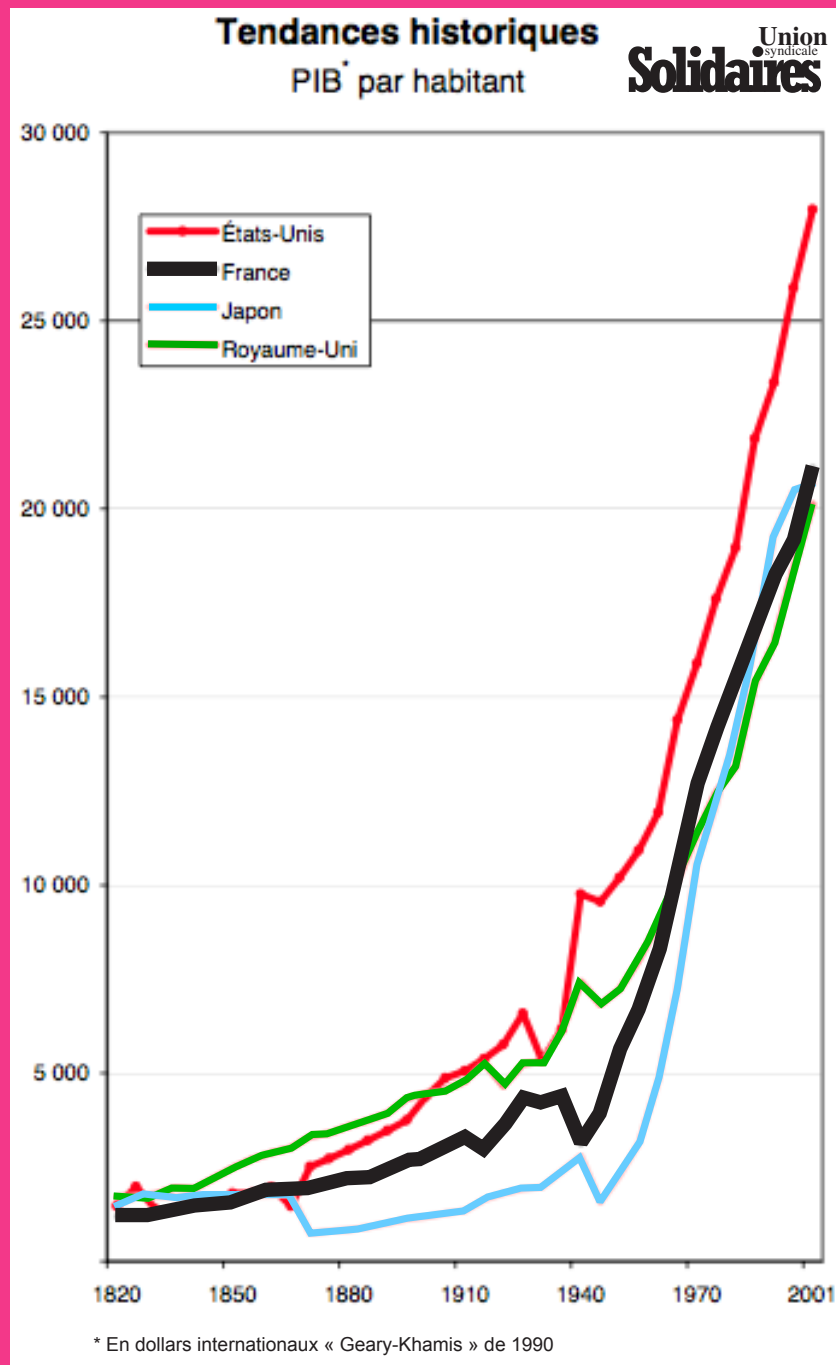
La France et le monde sont de plus en plus riches

Les instruments de mesure :

Le PIB (Produit Intérieur Brut), la valeur monétaire de la production de biens et de services créée par le travail.

Le PIB par habitant, le niveau de vie moyen qui ne précise pas les inégalités.

Ce graphique de source OCDE montre que la richesse produite par habitant augmente constamment (sauf crise ou guerre) et progresse en moyenne de **2,1% par an** depuis 1950.



En moyenne, chaque personne est plus de 5 fois plus riche qu'en 1950.

Où est passée cette richesse supplémentaire ?

A force de combats, il a été possible d'obtenir :

- * l'augmentation du pouvoir d'achat (voiture, réfrigérateur, machine à laver, TV...)
- * la réduction du temps de travail,
- * les congés payés,
- * les enfants dans les écoles et non au travail,
- * la retraite de plus en plus jeune...

**Et dans un pays encore plus riche,
il faudrait revenir sur ces acquis
et accepter l'austérité ?**

Pour nous le faire croire, patronat et gouvernement prétextent une dette... qu'ils ont créée de toute pièce par une politique fiscale depuis un quart de siècle et qu'ils ont amplifiée par leur crise.

La naissance de la dette par les recettes en baisse, les cadeaux aux plus riches

Depuis un quart de siècle, les gouvernements diminuent les recettes de l'État :

- * le taux le plus élevé (taux marginal d'imposition) de l'impôt sur le revenu est passé de 65% en 1986 à 41% en 2011. Les 1% les plus riches ne paient que 20% de leur revenu en impôt.
- * les niches fiscales et baisses de TVA s'élèvent à 145 milliards d'euros, dont 66 milliards sont inutiles.
- * les cadeaux aux entreprises, selon le Conseil des prélèvements obligatoires, ont mis en place un impôt dégressif de 8% pour les entreprises du CAC 40, de 22% pour les PME et de 28% pour les petites... à comparer aux 33,3% qu'elles devraient toutes payer.
- * la fraude fiscale, dont les paradis : 45 milliards d'euros par an.

La baisse des recettes

Tableaux d'un diaporama de Jean-Marie Harribey téléchargeable :
<http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/monnaie/crise-dette.pdf>

Taux d'imposition sur les sociétés

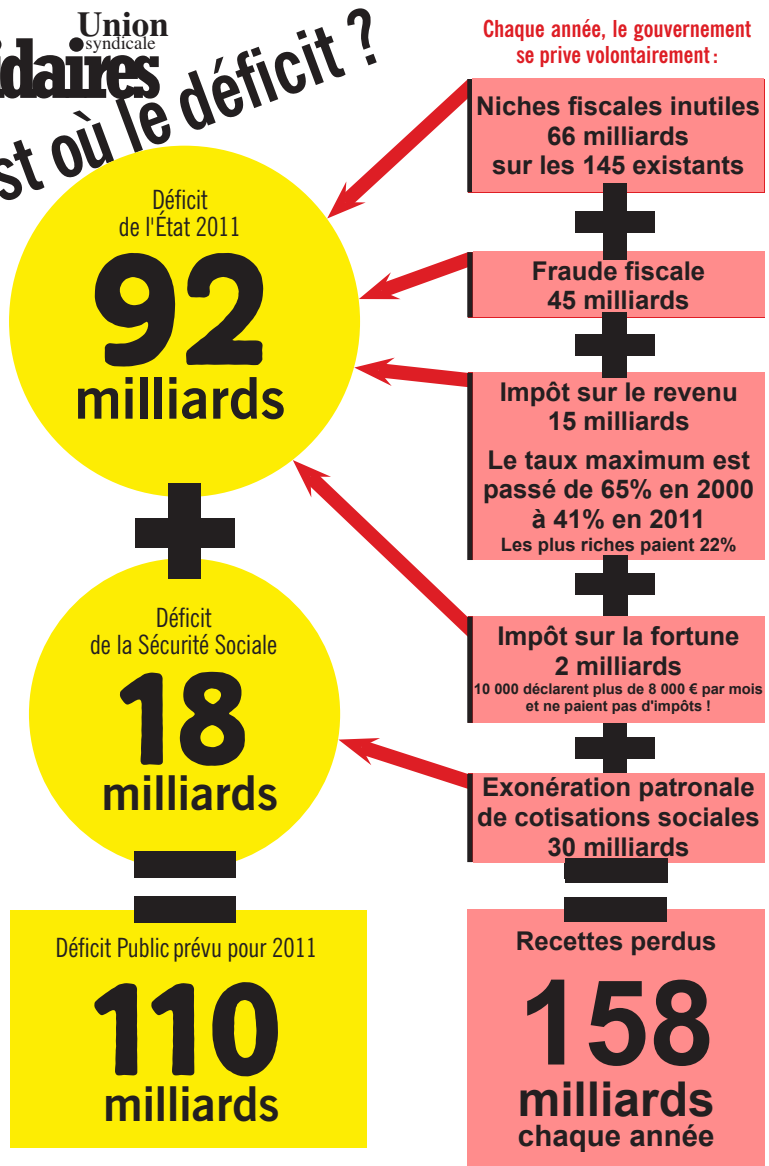
Pays	1986	2006
France	45 %	33,3 %
Allemagne	56 %	26,37 %
Belgique	45 %	39,99 %
Irlande	50 %	12,5 %
Italie	36 %	33 %
Pays-Bas	42 %	de 25,5 à 29,6 %
Royaume-Uni	35 %	de 0 à 30 %
Suède	52 %	28 %

Taux d'imposition marginal sur les revenus

Pays	1986	2002	2007
France	65 %	50 ,1 %	40 %
Allemagne	53 %	48,5 %	47,5 %
Belgique	72 %	55 %	50 %
Espagne	66 %	48 %	43 %
Italie	62 %	45,5 %	43 %
Pays-Bas	72 %	52 %	52 %
Royaume-Uni	60 %	40 %	40 %

Et la diapo précédente précise que les niches fiscales permettent aux plus riches de diminuer encore plus ce taux, par exemple le 33,3% des sociétés se transforme en 8% pour les grosses et 28% pour les petites : **plus on est riche, moins on paie.**

Il est où le déficit ?

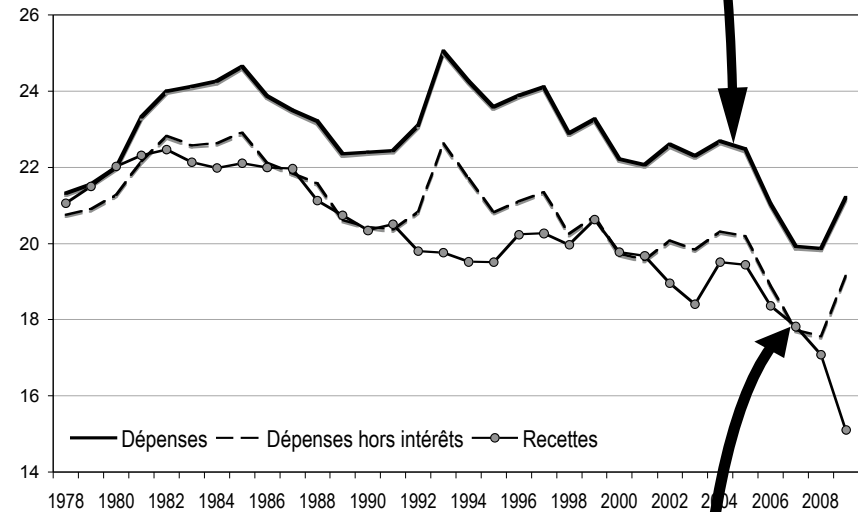


Soit non seulement de quoi combler le déficit mais aussi 48 milliards d'euros de plus pour les écoles, les hôpitaux, la culture...
Alors il est où le problème ?

La dette ne vient pas des **dépenses** qui augmenteraient, car elles baissent,

Évolution des dépenses (totales et hors intérêts) et recettes de l'État, en % du PIB

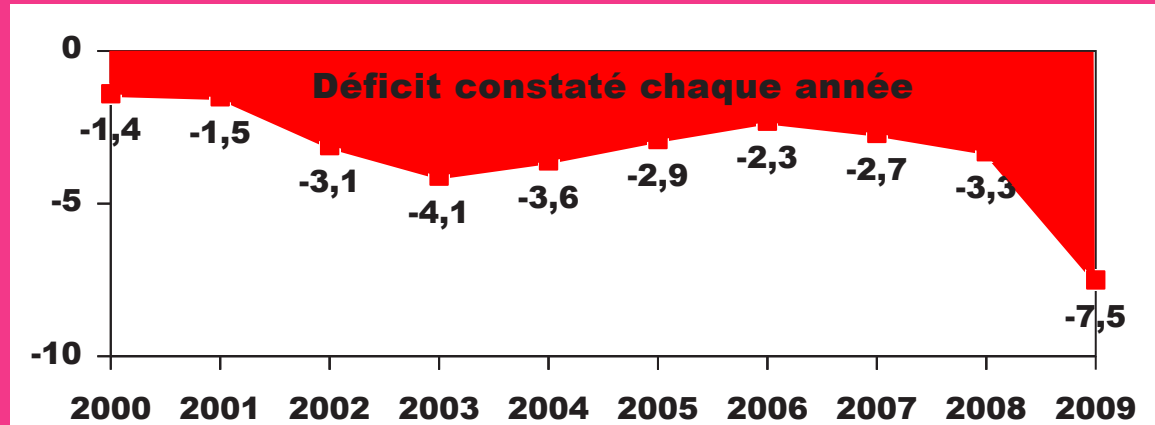
Source : <http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/documents/etudes2010/19.pdf>.



La dette vient des **recettes qui baissent** bien plus que les dépenses.

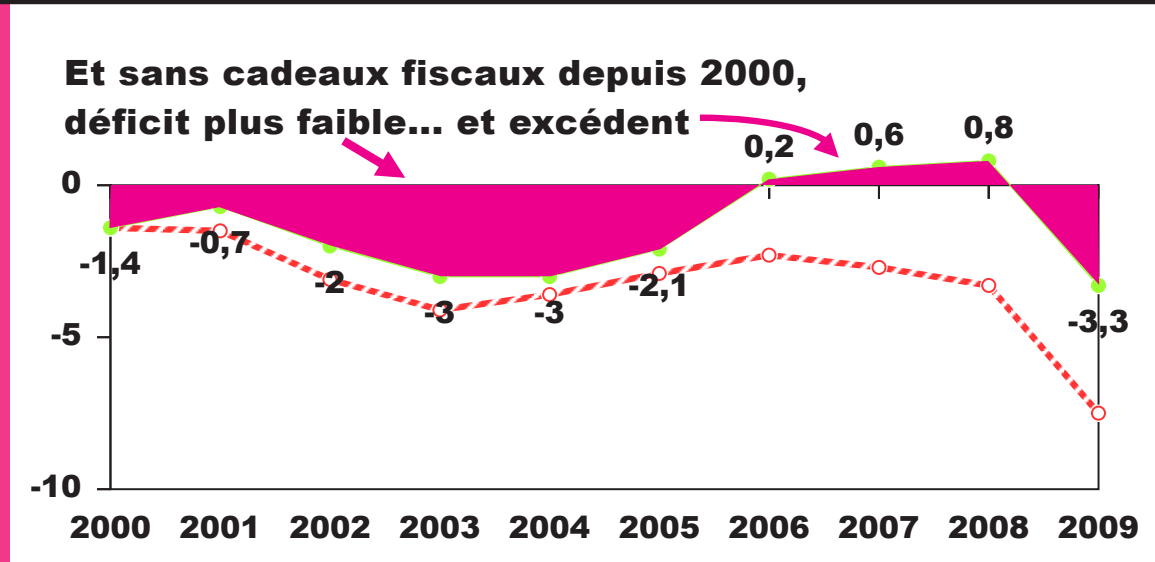
Avec les données du rapport parlementaire Carrez, comparons :

- le déficit budgétaire **actuel** (en % du PIB)
- et ce qu'il aurait été sans les cadeaux attribués depuis 2000



	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Déficit actuel	-1,4	-1,5	-3,1	-4,1	-3,6	-2,9	-2,3	-2,7	-3,3	-7,5
... et sans les cadeaux	-1,4	-0,7	-2	-3	-3	-2,1	0,2	0,6	0,8	-3,3

Sans les cadeaux il y aurait un léger excédent en 2006, 2007 et 2008 et, du fait de la crise, un déficit de seulement de 3,3% du PIB au lieu de 7,5% en 2009.



La dette s'est amplifiée par la crise

Le déficit public est resté raisonnable avant les années 2008 et 2009 qui connaissent un envol de la dette qui évolue, entre 2007 et 2009 :

- * pour la zone euro, de 0,7% du PIB à 6,3%
- * pour l'ensemble des pays (OCDE), de -1,3% à - 8,2%

Ce bond de la dette est un effet de la crise, de la décision des États de renflouer les banques, puis de mettre en œuvre des plans de relance pour contenir la récession.

La crise est due à la politique d'accroissement des inégalités

La crise est la conséquence de la politique menée depuis une trentaine d'années, de partage de plus en plus inégalitaire de la richesse produite. Tout le monde constate :

- * austérité pour le plus grand nombre
- * de plus en plus de riches, de plus en plus riches

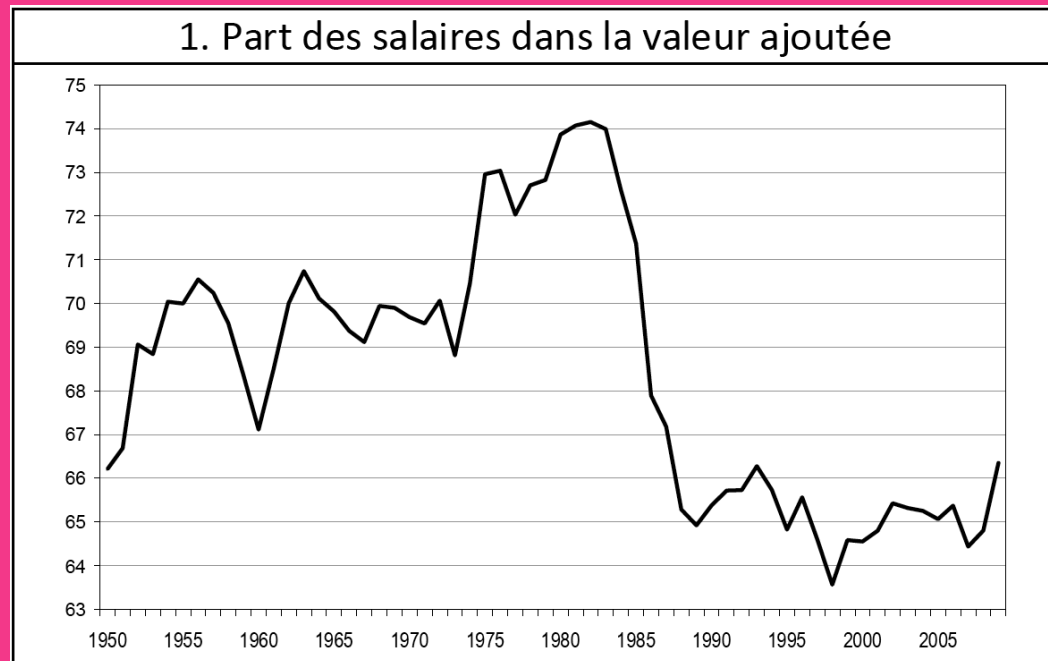
D'après la Commission européenne, la part des salaires dans la valeur ajoutée a baissé d'environ douze points en un quart de siècle dans l'Union européenne. Cela a permis, en France, de verser en 2007 des dividendes aux actionnaires représentant 12,4 % de la masse salariale contre 4,4 % en 1982.

Augmentation des dividendes au détriment des salaires

Michel Husson (<http://hussonet.free.fr/h10divi.pdf>) a établi quelques graphiques montrant le transfert d'une partie de la masse salariale vers les profits :

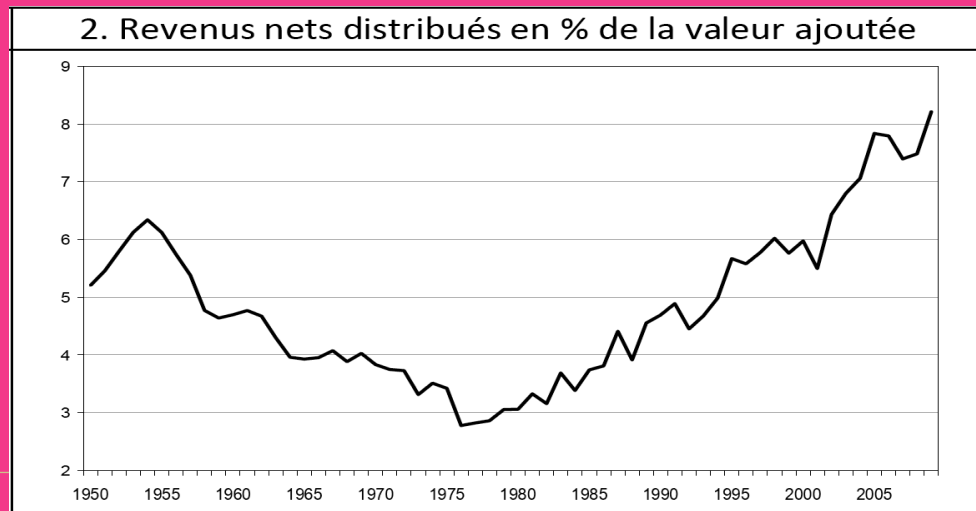
Graphique 1 :

- ◆ la part des salaires tourne autour de **70 %** de la valeur ajoutée avant la récession de 1974-75.
- ◆ elle monte jusqu'à **74 %** en 1982,
- ◆ puis baisse brutalement pour se stabiliser autour de **65 %**, soit un minimum historique :
 - 5 points par rapport aux « Trente glorieuses »,
 - 9 points par rapport au « pic » de 1982.

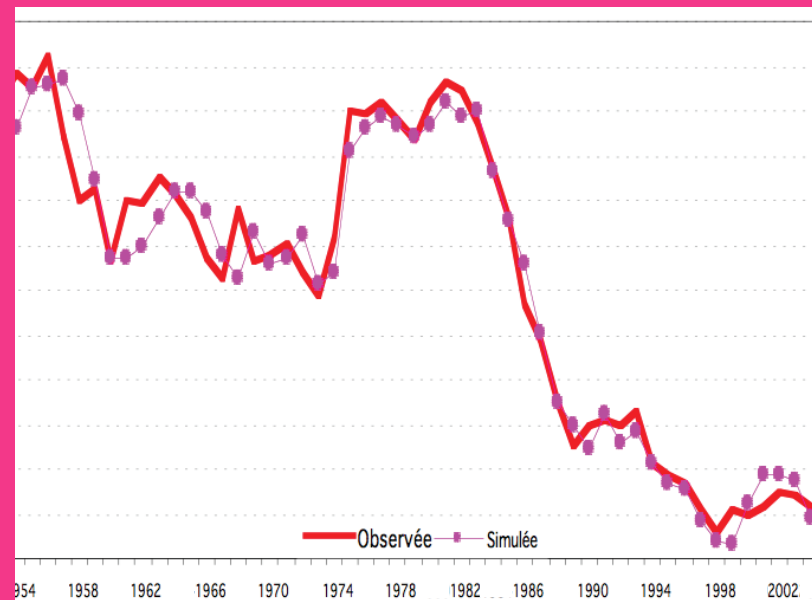


Graphique 2 : pendant ce temps, les revenus nets distribués par les sociétés non financières (pour l'essentiel des **dividendes**) continuent leur ascension, en dépit de la crise : en 2009, les entreprises consacrent donc plus de 8 % de leur valeur ajoutée aux actionnaires contre 3 % au début des années 1980.

(Source : Insee <http://tinyurl.com/INSEE3101>)



Enfin, une modélisation postulant que la part de la masse salariale est d'autant moins favorable aux salarié-es que le taux de chômage augmente se révèle tout a fait conforme (courbe pleine) à ce qui est observé (courbe avec les points). Ce qui confirme que **le chômage permet de faire pression sur les salaires.**



Ce transfert des richesses, des salaires vers les profits, a :

- * diminué le pouvoir d'achat du plus grand nombre et incité à vivre en s'endettant, en vivant sur des emprunts prenant en compte la richesse, en partie fictive, de la valeur boursière du patrimoine.
- * augmenté les profits des entreprises (en France, environ 180 milliards d'euros par an) qui n'avaient pas assez d'investissements productifs, se sont retrouvés sur les marchés financiers et ont alimenté la bulle spéculative.

La bulle a éclaté lorsque les ménages les plus endettés, qui payaient des subprimes (crédits hypothécaires à risque), n'ont pas pu faire face à leurs échéances.

Cette crise de la finance américaine s'est répandue dans toute la finance mondiale, tous les marchés étant interconnectés depuis la déréglementation financière mise en œuvre par les gouvernements. La titrisation (couper une dette en morceaux, la transformer en titre financier, la mélanger à d'autres titres dans un produit financier). Toutes les banques avaient des titres « pourris » et ont subitement subi une perte de valeur.

Les États ont soudain trouvé des milliers de milliards de dollars pour renflouer les banques. Les dettes privées sont devenues une dette publique. **C'est la socialisation des pertes et la privatisation des profits.**

- * **La finance est responsable** des 30 ans de transfert de la masse salariale vers les profits, qui a alimenté la spéculation et incité à l'endettement.
- * **Elle doit payer la note**, au moins la partie illégitime déterminée par un audit citoyen.

Les mesures de rigueur / austérité de septembre prolongent la même politique, préservent les riches, frappent tous les autres

Pour les hauts revenus :

- * contribution très temporaire, pour 200 millions d'euros (payer 3% sur la part de revenu annuel dépassant 250 000 €, et 4% au delà de 500 000 € soit 40 fois le SMIC)... à comparer aux 2 300 millions qu'ils ont récupérés lors de la réforme récente de l'ISF !
- * fin de l'abattement pour certaines plus-values immobilières qui devrait rapporter 1,850 milliard d'euros.
- * les entreprises payeront 1,5 milliard d'impôts en plus (limitation du droit à reporter les déficits des années passées), mais les grands groupes conservent l'exonération de taxation des plus-values réalisées lors de la cession de leurs filiales.

Toutes les autres mesures touchent tout le monde, pénalisent fortement les bas revenus

- * impôt sur la maladie : hausse des taxes sur les complémentaires santé. Elle rapporte **2 200** millions d'euros
- * suppression ou réduction des dérogations en matière de CSG coûtera **1 100** millions d'euros au détriment des personnes en congé parental
- * les revenus de l'épargne (plans d'épargne logement, contrats d'assurance-vie...) : **1 300** millions en 2012
- * **550** millions d'euros par l'augmentation de 1% de la part du salaire brut servant de base pour calculer la CSG.
- * pour l'intéressement et de participation : hausse du forfait social de 6 à 8 %, ce qui représentera **400** millions d'euros,
- * la taxation du tabac augmente de 6 % ce qui coûtera **600** millions
- * hausse des prix des alcools forts : **340** millions d'euros,
- * et celle des boissons sucrées **280** millions d'euros...

Les mesures de rigueur / austérité de novembre :

Sur les **65 milliards d'euros de mesures censées réduire le déficit**, les plus importantes frappent encore la grande partie de la population et une mesure vise même spécifiquement les plus démunis :

- **21,1** milliards, la plus importante mesure s'attaque à la santé toujours plus chère
- **9** milliards de hausse de TVA, l'impôt le plus injuste touchant tout le monde, qui aura par exemple des conséquences sur l'entretien donc le loyer des HLM
- **4,4** milliards d'un nouveau recul de l'âge autorisant le départ en retraite... mais le gouvernement ne prend pas en compte les dépenses supplémentaires pour le chômage, puis la majorité des salarié-es sont déjà hors travail avant 60 ans.
- **2,5** milliards de la scandaleuse mesure sur les prestations sociales et aides au logement qui ne suivront plus l'inflation
- **0,150** milliard de remise en cause d'un principe fondateur de la sécu, en diminuant l'indemnité journalière en cas de maladie pour les salaires de 1,8 fois le Smic
- **15,3** milliards d'augmentation des impôts sur les revenus : les ménages démunis franchissant la limite vont commencer à payer des impôts, les plus riches feront plus fonctionner les niches fiscales...
- **7,2** milliards sur les niches fiscales, **3** pour les dividendes et intérêts, **2,2** d'impôts sur les sociétés : ceux qui ont les moyens vont contribuer un peu...
- Et pour être complet : instauration d'un jour de carence dans la Fonction publique, pressions sur les collectivités locales pour diminuer les services publics...

Nos solutions :

une meilleure répartition des richesses et une juste politique fiscale

Il faut réorienter l'économie vers la satisfaction des besoins sociaux fondamentaux, dans le respect des impératifs écologiques.

Pour l'Union syndicale Solidaires, il faut prendre des mesures d'urgence... :

- * Interdire les licenciements dans les entreprises qui font des profits et indemniser à 100 % le chômage partiel.
- * Instaurer un statut du salarié garantissant la continuité de la rémunération.
- * Moratoire sur les crédits relais.
- * Encadrer les loyers et interdire les expulsions sans relogement.
- * Augmenter le SMIC et les minima sociaux à 1 600 euros net.
- * Établir l'échelle mobile des salaires et augmenter les salaires de 300 euros.
- * Assurer effectivement l'accès aux soins pour toutes et tous.
- * Arrêter toutes les suppressions d'emplois dans la fonction publique et remettre des emplois là où ils sont nécessaires.
- * Abandonner toute privatisation, renationaliser ce qui doit l'être et développer les services publics.
- * Développer des investissements publics destinés à la recherche, à l'éducation et à la protection de l'environnement.

... et remettre la finance au service de l'économie productive :

- ✱ Limiter la liberté de circulation des capitaux, interdire toute transaction financière avec les paradis fiscaux.
- ✱ Mettre sous contrôle public les organismes de compensation comme Clearstream et lever le secret bancaire.
- ✱ Socialiser le secteur bancaire au niveau national et européen afin de faire du crédit un bien commun et de contrôler son orientation en fonction des priorités sociales et écologiques.
- ✱ Mettre sous contrôle public les agences de notation.
- ✱ Abandonner les normes comptables basées sur la valeur de marché.
- ✱ Créer des pôles financiers publics, y compris au niveau européen, et encadrer les politiques bancaires.
- ✱ Instaurer un crédit peu onéreux pour l'investissement productif.
- ✱ Revenir sur l'indépendance de la Banque centrale européenne qui échappe à tout contrôle politique et abandonner les critères de Maastricht.
- ✱ Permettre à la BCE et aux banques centrales nationales de financer sous contrôle démocratiques les déficits publics.
- ✱ Interdire la titrisation, les transactions de gré à gré, fermer les marchés à terme et interdire les fonds spéculatifs.
- ✱ Taxer les transactions financières, les profits et les plus-values distribués aux actionnaires et plus globalement faire une réforme fiscale d'ampleur.
- ✱ Protéger et soustraire l'épargne populaire à l'emprise de la finance privée.
- ✱ Limiter les rémunérations des dirigeants d'entreprise et supprimer les rémunérations liées à la valeur de l'action.